

MULTINATIONALES ET INÉGALITÉS MULTIPLES

Pourquoi il est urgent d'entrer
dans une nouvelle ère d'action
publique dans un monde divisé par
le pouvoir des multinationales



OXFAM

REMERCIEMENTS

© Oxfam International, janvier 2024

Auteur-es principaux/ales : Rebecca Riddell, Nabil Ahmed, Alex Maitland, Max Lawson et Anjela Taneja.

Auteur-es collaborateurs et collaboratrices : Alex Bush, Alexandre Poidatz, Andrew Gogo, Anthony Kamande, Christian Hallum, Gustavo Ferroni, Henry Ushie, Inigo Macias Aymar, Jonas Gielfeldt, Lies Craeynest, Mariana Anton, Martin Brehm Christensen, Nafkote Dabi, Rachel Noble, Sunil Acharya, Susana Ruiz, Uwe Gneiting et Yaxkin Rodriguez.

Commanditaire : Anjela Taneja.

Oxfam remercie Ally Davies, Anna Marriott, Annie Thériault, Ashley Hart, Barbara Scottu, Dana Abed, Deepak Xavier, Ed Pomfret, Emma Seery, Enrique Naveda, Grazielle Custodio, Irene Guijt, Irit Tamir, Jane Garton, Joss Saunders, Juan Sebastian Pardo, Kira Boe, Lies Craeynest, Linda Odour Noah, Lucy Cowie, Mahmuda Sultana, Morgane Menichini, Robbie Silverman, Rod Goodbun, Ruth Mhlanga, Sandra Sánchez Migallón, Seán McTernan et Victoria Harnett.

Conçu par Nigel Willmott avec l'aide de Julie Brunet pour la visualisation des données.

Traduit et relu de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et Morgane Menichini et Barbara Scottu avec l'aide de Stanislas Hannoun.

Oxfam remercie les experts et expertes ayant généreusement apporté leur aide : American Economic Liberties Project, Âurea Mouzinho, Balanced Economy Project, Christoph Lakner,

Claire Godfrey, Daniel Gerszon Mahler, Danny Dorling, Erik Peinert, Grieve Chelwa, Michelle Meagher, Nicholas Shaxson, Nick Dearden, Nidhi Hegde, Niko Lusiani, Sarah Bradbury, Sofia del Valle, Nishant Yonzan et la World Benchmarking Alliance.

Ce document a été écrit afin d'alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le DOI : 10.21201/2024.000007

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Photo de couverture : Des travailleurs et travailleuses de l'industrie textile manifestent pour réclamer une augmentation du salaire minimum à Dhaka, au Bangladesh, le 31 octobre 2023. Photo de Kazi Salahuddin Razu/NurPhoto via Getty Images.

Depuis 2020, les cinq hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune. Au cours de la même période, près de cinq milliards de personnes se sont appauvries. Les conditions de vie difficiles et la faim sont une réalité quotidienne pour de nombreuses personnes à travers le monde. Au rythme actuel, il faudra 230 ans pour mettre fin à la pauvreté, alors que nous pourrions voir pour la première fois la fortune d'un multimilliardaire franchir le cap des 1 000 milliards de dollars dans dix ans.

L'énorme concentration du pouvoir des grandes entreprises et des monopoles à l'échelle mondiale exacerbe les inégalités à tous les niveaux de l'économie. Sept des dix plus grandes

entreprises mondiales ont un PDG milliardaire ou un milliardaire comme actionnaire principal. En faisant peser la pression sur les travailleurs et les travailleuses, en évitant l'impôt, en privatisant l'État et en participant grandement au réchauffement climatique, les grandes entreprises creusent les inégalités et contribuent à gonfler toujours plus la fortune de leurs riches propriétaires. Pour mettre fin à ces inégalités extrêmes, les gouvernements doivent impérativement redistribuer le pouvoir des milliardaires et des grandes entreprises aux citoyen·nes ordinaires.

Un monde plus égalitaire est possible si les gouvernements réglementent et réorganisent efficacement le secteur privé.



Vue aérienne d'un bateau de plongée aux Maldives. Photo d'Aleksei Permiakov/Getty Images.

UNE DÉCENNIE DE DIVISION

→ Jeff Bezos est l'un des hommes les plus riches du monde. Sa fortune a augmenté de 32,7 milliards de dollars depuis 2020 pour atteindre 167,4 milliards de dollars¹. M. Bezos a effectué un vol spatial pour 5,5 milliards de dollars et a remercié le personnel d'Amazon d'avoir rendu cela possible². Dans le même temps, Amazon a toujours tout fait pour empêcher les travailleurs et les travailleuses de se syndiquer³.

→ Le révérend Ryan Brown travaille dans un centre de traitement des commandes d'Amazon en Caroline du Nord. Il décrit un travail physiquement exigeant, monotone et éreintant, où les employé-es sont victimes de racisme et de discrimination. Il participe à l'organisation d'initiatives sur le lieu de travail pour lutter contre le racisme et obtenir un salaire décent⁴.

→ En Asie du Sud-Est, les travailleurs et travailleuses du secteur de la transformation des produits de la mer approvisionnent en denrées alimentaires des supermarchés comme Whole Foods, propriété d'Amazon, ainsi que d'autres enseignes⁵. Parmi les employé-es de cette industrie, Susi témoigne de l'époque où elle travaillait dans une usine de crevettes. Elle raconte : « Il n'y avait

pas le temps pour des pauses pendant que nous travaillions. Je n'avais pas le droit de boire⁶. »

La fortune des cinq milliardaires les plus riches du monde a plus que doublé depuis 2020, tandis que 60 % de l'humanité s'est appauvrie⁷. Depuis des années, Oxfam tire la sonnette d'alarme sur les inégalités extrêmes et leur aggravation. Alors que nous entamons l'année 2024, le danger est bien réel de voir cette aggravation devenir la norme. Comme le montre ce rapport, le pouvoir des grandes entreprises et des monopoles est une machine implacable à fabriquer des inégalités.

La décennie 2020 offre aux dirigeant-es la possibilité de donner à notre monde une nouvelle direction, audacieuse et plus juste. Reste à saisir cette opportunité. Cette ère des inégalités croissantes coïncide avec un rétrécissement de l'imagination économique. Nous vivons ce qui semble être le début d'une décennie de division : en seulement trois ans, nous avons connu une pandémie mondiale, la guerre, une crise du coût de la vie et un dérèglement climatique. Chaque crise a creusé le fossé, non pas entre les riches et les pauvres, mais entre une poignée d'ultra-riches et l'immense majorité.



Des travailleurs et travailleuses militent pour la syndicalisation à Philadelphie, aux États-Unis. Photo de Joe Piette/Flickr.

Ce rapport expose le choix fondamental qui s'offre à nous entre une nouvelle ère de suprématie des milliardaires, contrôlée par les monopoles et les financiers, et un pouvoir public transformateur fondé sur l'égalité et la dignité.

Encadré : Les inégalités en chiffres

- Depuis le début de cette décennie de division, les cinq hommes les plus riches du monde ont vu leur fortune plus que doubler, tandis que près de cinq milliards de personnes se sont appauvries⁹.
- Si chacun des cinq hommes les plus riches dépensait un million de dollars par jour, il leur faudrait 476 ans pour épuiser la totalité de leur fortune⁹.
- Sept des dix plus grandes entreprises mondiales ont un PDG milliardaire ou un milliardaire comme actionnaire principal^{10, 11}.
- À l'échelle planétaire, les hommes possèdent 105 000 milliards de dollars de richesses de plus que les femmes, soit une différence équivalente à plus de quatre fois la taille de l'économie des États-Unis¹².
- Les 1 % les plus riches du monde possèdent 43 % de tous les actifs financiers mondiaux¹³.
- Les 1 % les plus riches de la planète émettent autant de carbone que les deux tiers les plus pauvres de l'humanité¹⁴.
- Aux États-Unis, la richesse d'un ménage noir moyen ne représente que 15,8 % de celle d'un ménage blanc moyen¹⁵. Au Brésil, les revenus des personnes blanches sont en moyenne 70 % plus élevés que ceux des Afro-descendants¹⁶.
- Sur plus de 1 600 entreprises parmi les plus grandes et les plus influentes du monde, seulement 0,4 % s'engagent publiquement à verser un salaire décent à leurs employé·es et à soutenir le paiement d'un salaire décent dans leurs chaînes de valeur¹⁷.
- Il faudrait 1 200 ans à une travailleuse du secteur sanitaire et social pour gagner ce qu'un PDG d'une entreprise du classement Fortune 100 gagne en moyenne en un an¹⁸.

Un monde brutal pour la majorité

Pour la plupart des gens dans le monde, le début de cette décennie a été incroyablement difficile. À l'heure où nous écrivons ces lignes, 4,8 milliards de personnes sont plus pauvres qu'en 2019¹⁹. Pour les plus pauvres, qui sont le plus souvent des femmes, des personnes racisées et des groupes marginalisés, le quotidien est devenu plus brutal que jamais. Les inégalités mondiales (l'écart entre pays du Nord et pays du Sud) se sont creusées pour la première fois en 25 ans²⁰.

Partout dans le monde, l'inflation est plus rapide que la hausse des salaires²¹, si bien que des centaines de millions de personnes voient leurs revenus diminuer chaque mois et leurs perspectives d'un avenir meilleur s'évanouir. Le dérèglement climatique, dont les ultra-riches sont grandement responsables, accroît considérablement les inégalités dans le monde²². Les manifestations et les grèves des travailleurs et des travailleuses ont à maintes reprises fait les gros titres et les unes des journaux²³.

Face à une dette croissante et à la hausse du coût des carburants, des denrées alimentaires et des médicaments à l'importation, les États ne s'en sortent pas financièrement. Les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure devraient payer près d'un demi-milliard de dollars par jour en intérêts et en remboursement de la dette jusqu'en 2029, et ils doivent procéder à des coupes sévères dans leurs dépenses pour réussir à payer leurs créanciers²⁴. Ces restrictions sont souvent ressenties de manière particulièrement aiguë par les femmes²⁵.

Un monde merveilleux pour une minorité

L'augmentation spectaculaire de l'extrême richesse observée depuis 2020 est désormais gravée dans le marbre. Les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 3 300 milliards de dollars, soit 34 %, depuis le début de cette décennie de crise, et leur richesse a augmenté trois fois plus vite que le taux d'inflation²⁶.

Cette richesse est concentrée dans les pays du Nord. Seulement 21 % de l'humanité vit dans les pays du Nord, mais ces pays abritent 69 % de la richesse privée et 74 % de la richesse mondiale des milliardaires²⁷. Les grandes entreprises mondiales ont elles aussi particulièrement prospéré pendant cette période de crise. Pour les très grandes entreprises, comme pour les ultra-riches, les deux dernières décennies ont été extraordinairement lucratives et les dernières années ont été encore meilleures : les plus grandes entreprises ont enregistré un bond de 89 % de leurs bénéfices en 2021 et 2022²⁸. D'après les dernières données, l'année 2023 devrait battre tous les records de rentabilité.

82 % de ces bénéfices sont distribués aux actionnaires²⁹, à savoir les personnes les plus riches de la société.

Le lien entre l'extrême richesse et le pouvoir des grandes entreprises

L'augmentation considérable de la richesse des milliardaires est étroitement liée au renforcement du pouvoir des grandes entreprises et des monopoles. Les bénéfices des multinationales profitent aux actionnaires, aux dépens des travailleurs et travailleuses et des gens ordinaires. Ce rapport révèle comment le pouvoir des grandes entreprises et des monopoles a fait exploser les inégalités, et comment il exploite et exacerbe les inégalités de genre, les inégalités raciales et les inégalités économiques.

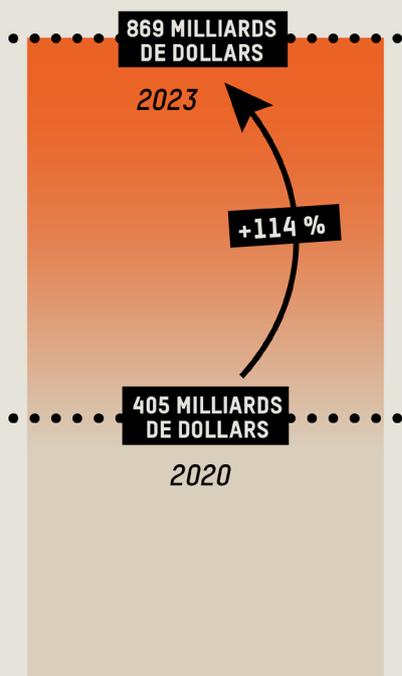
Le rapport s'appuie sur de nouvelles données pour démontrer que les personnes les plus riches, en plus d'être les plus grands bénéficiaires de l'économie mondiale, exercent également un contrôle considérable sur celle-ci.

Une nouvelle étude menée par Oxfam montre la part des actifs financiers mondiaux détenue par les 1 % les plus riches. D'après

les données de Wealth X, les 1 % les plus riches possèdent 43 % de tous les actifs financiers mondiaux³⁰. Dans les pays du Moyen-Orient, les 1 % les plus riches détiennent 48 % du patrimoine financier. Cette part est de 50 % en Asie et de 47 % en Europe.

34% des 50 plus grandes entreprises cotées du monde, dont la capitalisation boursière totale s'élève à 13 300 milliards de dollars^{31,32} ont un-e milliardaire comme actionnaire principal-e ou comme PDG. Sept des dix plus grandes entreprises mondiales ont un milliardaire comme PDG ou comme actionnaire principal³³. Les actions avec droit de vote d'un-e actionnaire principal-e lui permettent de voter sur le choix du directeur général/de la directrice générale et des membres du conseil d'administration de l'entreprise.

Les propriétaires milliardaires utilisent ce contrôle pour s'assurer que le pouvoir des grandes entreprises ne cesse de croître grâce à une concentration croissante du marché et à des positions de monopole, avec la bénédiction des pouvoirs publics. Ce pouvoir accru des grandes entreprises est alors utilisé pour obtenir des rendements toujours plus élevés pour les actionnaires, aux dépens du reste de la population.



DEPUIS 2020, LES CINQ HOMMES LES PLUS RICHES DU MONDE ONT PLUS QUE DOUBLÉ LEUR FORTUNE. AU COURS DE LA MÊME PÉRIODE, CINQ MILLIARDS DE PERSONNES SE SONT APPAUVRIES.



UNE NOUVELLE ÈRE DES MONOPOLES : LES GRANDES ENTREPRISES DOPÉES AU POUVOIR

Nous vivons une époque de pouvoir monopolistique qui permet aux entreprises de contrôler les marchés, de fixer les conditions des échanges et de réaliser des profits sans craindre de perdre des marchés. Loin d'être un phénomène abstrait, ce pouvoir a de nombreuses répercussions sur nous : il influe sur les salaires que nous touchons, sur la nourriture que nous avons les moyens d'acheter ou non et sur les médicaments auxquels nous avons accès. Ce pouvoir n'est pas le fruit du hasard : ce sont nos gouvernements qui l'ont confié à ces entreprises.

Secteur après secteur, on constate partout une concentration accrue du marché. Entre 1995 et 2015, 60 sociétés pharmaceutiques ont fusionné pour ne former plus que 10 géants mondiaux, les « Big Pharma »³⁴. Deux entreprises internationales détiennent aujourd'hui plus de 40 % du marché mondial des semences³⁵. Les « Big Tech » dominent les marchés : les trois quarts des dépenses publicitaires mondiales en ligne profitent à Meta, Alphabet et Amazon³⁶, et plus de 90 % des recherches en ligne dans le monde s'effectuent via Google³⁷. En Afrique, le secteur agricole est marqué par la consolidation, c'est-à-dire le rapprochement ou la fusion de grandes entreprises du secteur³⁸.

L'Inde est confrontée à une « concentration industrielle croissante », en particulier entre les mains des cinq plus grandes entreprises³⁹.

Les monopoles renforcent le pouvoir des grandes entreprises et de leurs propriétaires au détriment de tou-te-s les autres. Des organismes comme le FMI reconnaissent que le pouvoir des monopoles s'accroît et alimente les inégalités⁴⁰. Les marges moyennes des multinationales ont explosé au cours des dernières décennies⁴¹. Le pouvoir monopolistique ayant permis aux grandes entreprises de nombreux secteurs concentrés de se coordonner implicitement pour augmenter leurs prix afin d'accroître leurs marges depuis 2021⁴², les secteurs de l'énergie, de l'alimentation et des produits pharmaceutiques ont ainsi connu d'énormes hausses de prix⁴³.

Les fonds de placement privés, qui ont recueilli 5 800 milliards de dollars d'investissement depuis 2009 au niveau mondial, tirent parti d'un accès financier privilégié pour agir comme une force monopolistique dans tous les secteurs^{44, 45}. Au-delà du capital-investissement, les trois grands gestionnaires de fonds indiciels (BlackRock, State Street et Vanguard) gèrent ensemble quelque 20 000 milliards de dollars d'actifs, soit près d'un cinquième de l'ensemble des actifs sous gestion⁴⁶, ce qui a renforcé leur pouvoir monopolistique⁴⁷.

**SEPT DES DIX PLUS
GRANDES ENTREPRISES
MONDIALES ONT UN
PDG MILLIARDAIRE
OU UN MILLIARDAIRE COMME
ACTIONNAIRE PRINCIPAL.**

**LA VALEUR TOTALE
DE CES ENTREPRISES
EST DE
10 200 MILLIARDS
DE DOLLARS.**



Quatre façons dont le pouvoir des grandes entreprises alimente les inégalités

La monopolisation croissante dope le pouvoir des entreprises, avec un objectif majeur : accroître le rendement pour les actionnaires. À cette fin, les grandes entreprises utilisent leur pouvoir pour agir d'une manière qui engendre des inégalités et les enracine toujours plus. Le présent rapport examine quatre des méthodes employées :

1. Récompenser les riches, pas les travailleurs et les travailleuses

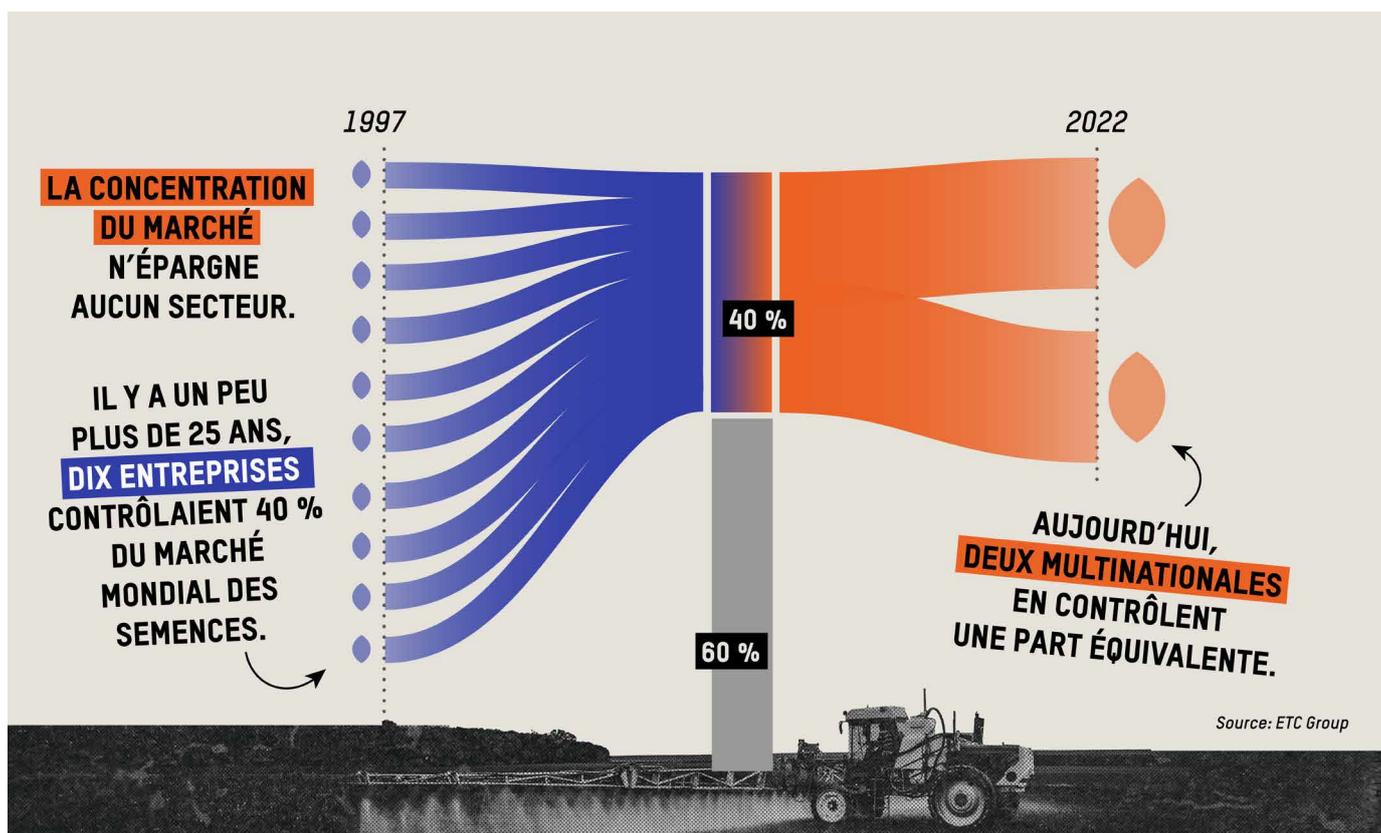
Les grandes entreprises alimentent les inégalités en utilisant leur pouvoir pour faire baisser les salaires et diriger les profits vers les plus riches. En 2022, l'Organisation internationale du travail (OIT) a averti que la baisse historique des salaires réels risquait d'accroître les inégalités et d'alimenter les troubles sociaux⁴⁸. Notre propre analyse pour ce rapport révèle que 791 millions de travailleurs et travailleuses ont vu leur salaire ne pas suivre la courbe de l'inflation et ont donc perdu 1 500 milliards de dollars au cours des deux dernières années, ce qui équivaut à près d'un mois (25 jours) de perte de salaire pour chaque travailleur et chaque travailleuse⁴⁹. Les femmes sont largement surreprésentées dans

les emplois les moins bien rémunérés et les plus précaires⁵⁰. En 2019, elles n'ont gagné que 51 cents pour chaque dollar de revenu du travail gagné par les hommes⁵¹. Les personnes racisées sont confrontées à l'exploitation dans les chaînes d'approvisionnement⁵², et les personnes blanches bénéficient de manière disproportionnée des profits générés par les entreprises⁵³.

En outre, les entreprises usent de leur influence pour s'opposer aux lois et aux politiques qui pourraient bénéficier aux travailleurs et aux travailleuses (notamment en luttant contre les augmentations du salaire minimum⁵⁴) et pour soutenir les réformes qui sapent leurs droits⁵⁵, ainsi que les restrictions politiques à la syndicalisation⁵⁶ et l'assouplissement des lois sur le travail des enfants⁵⁷.

2. Pratiquer l'évasion fiscale

Les entreprises et leurs riches propriétaires entretiennent également les inégalités en menant une guerre fiscale soutenue et très efficace. Le taux légal de l'impôt sur les sociétés a été réduit de plus de moitié dans les pays de l'OCDE depuis 1980⁵⁸. La planification fiscale agressive, l'utilisation abusive des paradis fiscaux et les mesures d'incitation se traduisent par des taux réels d'imposition bien inférieurs, et souvent proches de zéro⁵⁹.



Cette situation entretient les inégalités de plusieurs manières. L'impôt sur les sociétés repose principalement sur les plus riches, de sorte que l'effondrement de cet impôt au cours des dernières décennies a essentiellement constitué une nouvelle réduction d'impôt pour les riches⁶⁰. Cela prive également les gouvernements du monde entier, mais surtout ceux des pays du Sud, de plusieurs milliers de milliards de dollars de recettes qui pourraient être utilisées pour réduire les inégalités et mettre fin à la pauvreté⁶¹. Chaque dollar d'impôt contourné est un infirmier ou une infirmière qui ne sera jamais embauché-e ou une école qui ne pourra pas être construite.

3. Privatiser les services publics

Partout dans le monde, les grandes entreprises s'immiscent sans relâche dans le secteur public, marchandisant et ségréguant l'accès à des services vitaux tels que l'éducation, l'eau et les soins de santé, tout en engrangeant souvent des profits colossaux, aux frais des contribuables⁶². Cette situation peut affaiblir la capacité des gouvernements à fournir des services publics universels de qualité susceptibles de réduire les inégalités⁶³.

Les enjeux sont énormes. Les services essentiels constituent des industries de plusieurs milliers de milliards de dollars et présentent d'immenses opportunités de générer des profits et de la richesse pour de riches actionnaires. La Banque mondiale et d'autres acteurs du financement du développement privilégient la prestation de services privés, traitant de fait les services vitaux comme des classes d'actifs et utilisant l'argent public pour garantir

le rendement des entreprises plutôt que les droits humains⁶⁴. Les fonds de placement privés font main basse sur tout, des systèmes d'approvisionnement en eau aux prestataires de soins de santé et aux maisons de retraite, avec son cortège d'inquiétudes concernant les résultats médiocres, voire tragiques⁶⁵.

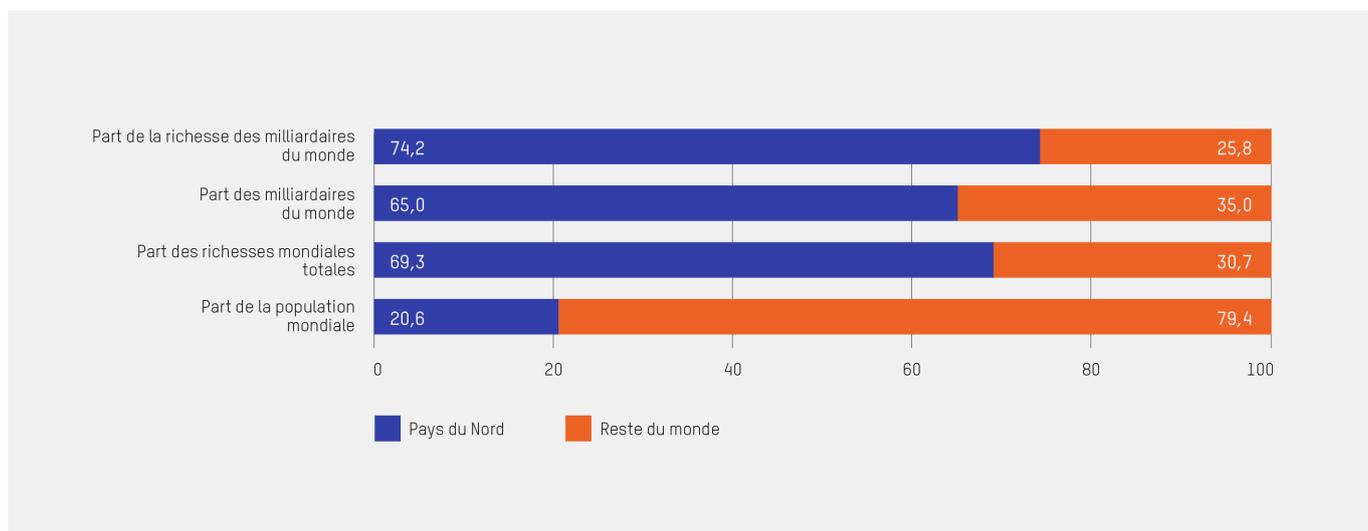
La privatisation peut entretenir et renforcer les inégalités dans les services publics vitaux, creusant le fossé entre les riches et les pauvres en excluant et en appauvrissant les personnes qui ne peuvent pas payer, tandis que celles qui en ont les moyens bénéficient de soins de santé et d'une éducation de qualité⁶⁶. La privatisation peut également être à l'origine d'inégalités fondées sur le genre⁶⁷, la race⁶⁸ et la caste. Par exemple, Oxfam a constaté que les Dalits, en Inde, sont confronté-es à des frais élevés et inabordables dans le secteur privé des soins de santé⁶⁹ ainsi qu'à l'exclusion financière dans le secteur privé de l'éducation, et à une discrimination manifeste dans les deux cas⁷⁰.

4. Contribuer au dérèglement climatique

Le pouvoir des grandes entreprises contribue au dérèglement climatique, ce qui provoque de grandes souffrances et exacerbe les inégalités, notamment selon la race, la classe sociale et le genre⁷¹. Bon nombre des milliardaires que compte la planète possèdent, contrôlent, façonnent et profitent financièrement de processus qui émettent des gaz à effet de serre⁷². Par ailleurs, ils tirent parti du fait que les entreprises cherchent à bloquer les progrès vers une transition rapide et juste, nient et déforment la vérité sur le changement climatique, et écrasent quiconque oppose à l'extraction de combustibles fossiles⁷³.

GRAPHIQUE : LE MONDE APPARTIENT TOUJOURS AUX RICHES DES PAYS DU NORD

Concentration des richesses dans les pays du Nord par rapport au reste du monde (en pourcentage)



Source : Calculs d'Oxfam basés sur les données de la liste Forbes des milliardaires⁷⁴ et du *Global Wealth Report 2023* d'UBS⁷⁵

CE N'EST PAS UNE FATALITÉ : UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DE TOU·TE·S EST POSSIBLE

Le pouvoir des grandes entreprises et l'extrême richesse ont été contenus et freinés par le passé et peuvent l'être à nouveau. Ce rapport propose des moyens concrets, éprouvés et pratiques pour mettre l'économie au service de tou·te·s.

Fixer des objectifs et des plans pour réduire radicalement et rapidement les inégalités

Il existe un large consensus sur le fait que les inégalités se sont trop creusées dans presque tous les pays du monde⁷⁶. En 2023, des économistes de renommée mondiale, dont Jayati Ghosh et Thomas Piketty⁷⁷, se sont réunis avec d'anciens membres du

personnel des Nations Unies, du FMI et de la Banque mondiale pour demander que des objectifs clairs soient fixés en matière de réduction des inégalités. Oxfam soutient l'idée, formulée par Joseph Stiglitz⁷⁸, que chaque nation devrait viser une situation dans laquelle les inégalités sont réduites au point que les 40 % les plus pauvres de la population ont à peu près le même revenu que les 10 % les plus riches, autrement dit un ratio de Palma de 1⁷⁹.

Les gouvernements les plus riches portent une responsabilité particulière, étant donné leur influence disproportionnée lorsqu'il s'agit de définir des règles et des normes mondiales. Le rôle du G20 présidé par le Brésil et les efforts des pays du Sud à l'ONU offrent des possibilités vitales d'action multilatérale pour lutter contre les inégalités nationales et mondiales.



Mariam fait partie d'une coopérative malienne qui fabrique des foyers de cuisson améliorés permettant de réduire la déforestation et le temps passé par les femmes à la collecte du bois. Photo de Diafara Traoré/Oxfam.

Trois mesures concrètes pour contenir le pouvoir des entreprises

1. Revitaliser l'État

Un État fort et efficace est le meilleur rempart contre le pouvoir des entreprises. Il pourvoit au bien public, crée et façonne les marchés, corrige les défaillances du marché et détient et exploite les entreprises commerciales nationales, qui représentaient jusqu'à 40 % de la production nationale dans le monde en 2018⁸⁰. Les gouvernements doivent jouer un rôle proactif en façonnant leurs économies pour le bien commun. Ils doivent :

- garantir les services publics qui réduisent les inégalités, notamment la santé, l'éducation, les services de soins et la sécurité alimentaire ;
- investir dans les transports publics, l'énergie, le logement et d'autres infrastructures publiques ;
- explorer la possibilité d'un monopole public ou d'un service public fort dans les secteurs qui sont sujets au pouvoir monopolistique et qui sont essentiels pour lutter contre les inégalités extrêmes et favoriser une transition rapide vers l'abandon des combustibles fossiles. On citera notamment un service public de l'énergie, les transports publics (où les coûts d'investissement dans l'infrastructure signifient qu'il ne peut y avoir qu'un seul fournisseur efficace) et d'autres secteurs où il existe un avantage national significatif⁸¹ ;
- améliorer la transparence, la redevabilité et le contrôle des institutions publiques (y compris les entreprises publiques) ;
- renforcer et financer les capacités réglementaires et les doter en personnel afin de faire appliquer les réglementations et de veiller à ce que le secteur privé serve le bien commun.

2. Réglementer les grandes entreprises

Les gouvernements doivent user de leur pouvoir pour freiner l'emballement de celui des grandes entreprises et prévenir les injustices dans leurs chaînes d'approvisionnement, au niveau national et international. Ils doivent :

- démanteler les monopoles privés et limiter le pouvoir des grandes entreprises. Les gouvernements peuvent s'inspirer des efforts actuels de lutte contre les monopoles, comme ceux déployés aux États-Unis et en Europe, et des leçons de l'histoire où la concentration des richesses a été combattue avec succès⁸². Ils doivent également mettre fin au monopole sur la

connaissance, en démocratisant le commerce et en mettant un terme au recours abusif aux règles sur les brevets (par exemple, par les grandes sociétés pharmaceutiques sur les médicaments) qui alimentent les inégalités ;

- autonomiser les travailleurs et travailleuses et les communautés. Les grandes entreprises doivent payer des salaires décentes et s'engager à garantir la justice en matière de climat et de genre : les versements de dividendes et les rachats d'actions devraient être interdits jusqu'à ce que cela soit fait. Les syndicats doivent être soutenus, protégés et encouragés. La rémunération des PDG doit être plafonnée. Les gouvernements doivent introduire des mesures juridiquement contraignantes pour garantir les droits des femmes et des populations racisées et pour assurer un devoir de vigilance obligatoire en matière de droits humains et d'environnement ;
- augmenter radicalement les impôts sur les entreprises et les ultra-riches. Cela inclut un impôt permanent sur la fortune et un impôt permanent sur les superprofits. Le G20, sous la présidence du Brésil, devrait se faire le champion d'un nouvel accord international visant à augmenter les impôts sur les revenus et le patrimoine des personnes les plus riches du monde.

3. Réinventer le monde des affaires

Les gouvernements peuvent utiliser leur pouvoir pour réinventer et réorienter le secteur privé. Ils doivent :

- user de tout leur pouvoir pour créer et promouvoir une nouvelle génération d'entreprises qui ne placent pas les actionnaires au premier plan (y compris des coopératives de travailleurs et de travailleuses et des coopératives locales, des entreprises sociales et des entreprises de commerce équitable) et qui sont détenues et gérées dans l'intérêt des travailleurs et des travailleuses, des communautés locales et de l'environnement. Les entreprises compétitives et rentables ne doivent pas être entravées par la cupidité des actionnaires ;
- apporter un soutien financier aux entreprises équitables. Ils peuvent également utiliser la fiscalité et d'autres instruments économiques tels que les marchés publics pour privilégier les modèles commerciaux équitables. Aucune aide économique ni aucun contrat public ne devraient être accordés aux entreprises qui ne respectent pas leurs objectifs zéro émission nette, qui versent des salaires inférieurs au minimum vital ou qui se soustraient à l'impôt.

NOTES

- 1 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.0.
- 2 K. Duggan (20 juillet 2021), *Everything to know about Tuesday's Blue Origin space launch with Jeff Bezos*. Fortune. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://fortune.com/2021/07/19/jeff-bezos-space-launch-blue-origin-july-20-2021-billionaires>
- 3 D. Streitfeld (16 mars 2021), *How Amazon Crushes Unions*. New York Times. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.nytimes.com/2021/03/16/technology/amazon-unions-virginia.html>
- 4 Entretien d'Oxfam avec le révérend Ryan Brown, 4 octobre 2023.
- 5 Oxfam Amérique (juin 2018), *US Supermarket Supply Chains: Ending the human suffering behind our food*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <http://dx.doi.org/10.21201/2018.1633>
- 6 Oxfam (non daté), *Behind the seafood in our markets: stories of human suffering*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.oxfam.org/en/behind-seafood-our-markets-stories-human-suffering>
- 7 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.0.
- 8 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.0.
- 9 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.6.
- 10 La Securities and Exchange Commission des États-Unis définit la notion d'actionnaire principal-e. Les actions avec droit de vote d'un-e actionnaire principal-e lui permettent de voter sur le choix du directeur général/de la directrice générale ou des membres du conseil d'administration de l'entreprise. Investopedia [2022], *Principal Shareholder: Meaning, Requirements, Primary Shareholder*. Dernière visite le 29 novembre 2023. <https://www.investopedia.com/terms/p/principal-shareholder.asp>
- 11 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.0.
- 12 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.4. Bien que nous utilisions les termes « hommes » et « femmes » tout au long de ce rapport afin de décrire la répartition des genres chez les milliardaires, en nous basant en grande partie sur les catégories utilisées par le classement Forbes des milliardaires et d'autres sources de données secondaires, nous reconnaissons que ces termes découlent d'une vision binaire du genre et peuvent ne pas représenter les personnes non binaires et non conformes au genre, pour lesquelles aucune donnée ventilée sur la richesse n'est disponible, ce qui empêche d'obtenir une vue d'ensemble complète des inégalités de richesse basées sur le genre.
- 13 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.8.
- 14 A. Khalfan et al. (2023), *Climate Equality: A Planet for the 99%*. Oxfam. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>
- 15 A. Aladangady, A. C. Chang et J. Krimmel (2023), *Greater wealth, greater uncertainty: Changes in racial inequality in the survey of consumer finances*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.federalreserve.gov/econres/notes/feds-notes/greater-wealth-greater-uncertainty-changes-in-racial-inequality-in-the-survey-of-consumer-finances-20231018.html>
- 16 Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (2019), *Desigualdades Sociais por Cor ou Raça no Brasil* (en portugais). Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.ibge.gov.br/estatisticas/sociais/populacao/25844-desigualdades-sociais-por-cor-ou-raca.html>
- 17 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 2.3.
- 18 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.7.
- 19 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.0.
- 20 Banque mondiale (2023), *10: Reduced Inequalities: Progress and setbacks in reducing income inequalities*. Atlas of Sustainable Development Goals 2023. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://datatopics.worldbank.org/sdgatlas/goal-10-reduced-inequalities?lang=en>
- 21 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.1.
- 22 A. Khalfan et al. (2023), *Climate Equality*, op. cit.
- 23 S. Wilkin (31 mars 2022), *2022 Political Risk Survey Report*. Dernière visite le 29 novembre 2023. <https://www.wtco.com/en-gb/insights/2022/03/2022-political-risk-survey-report>
- 24 Oxfam (9 octobre 2023), *World's poorest countries to slash public spending by more than \$220 billion in face of crushing debt*. Communiqué de presse. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/worlds-poorest-countries-slash-public-spending-more-220-billion-face-crushing-debt>
- 25 D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre. Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre*. Oxfam. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-assault-of-austerity-how-prevailing-economic-policy-choices-are-a-form-of-g-621448/>
- 26 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.2.
- 27 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.3.
- 28 Oxfam (6 juillet 2023), *Big business' windfall profits rocket to "obscene" \$1 trillion a year amid cost-of-living crisis; Oxfam and ActionAid renew call for windfall taxes*. Communiqué de presse. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/big-business-windfall-profits-rocket-obscene-1-trillion-year-amid-cost-living-crisis>
- 29 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 2.2.
- 30 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.8.
- 31 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.1.
- 32 La Securities and Exchange Commission des États-Unis définit la notion d'actionnaire principal-e. Les actions avec droit de vote d'un-e actionnaire principal-e lui permettent de voter sur le choix du directeur général/de la directrice générale ou des membres du conseil d'administration de l'entreprise. Investopedia [2022], *Principal Shareholder: Meaning, Requirements, Primary Shareholder*. Dernière visite le 29 novembre 2023. <https://www.investopedia.com/terms/p/principal-shareholder.asp>
- 33 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.0.
- 34 T. Pang et al. (2020), *Study on the Impact of Mergers and Acquisitions on Innovation in the Pharmaceutical Sector*. Office des publications de l'Union européenne. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://data.europa.eu/doi/10.2777/323819>

- 35 ETC Group (2022), *Food Barons 2022. Dernière visite le 1er décembre 2023.* https://www.etcgroup.org/files/files/food-barons-2022-full_sectors-final_16_sept.pdf; S. Wixforth et K. Haddouti (19 décembre 2022), *How big companies are profiting from inflation.* Blog de l'International Politics and Society. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.ips-journal.eu/topics/economy-and-ecology/how-big-companies-are-profiting-from-inflation-6388/>
- 36 S. Joseph (4 février 2022), *The Rundown: Google, Meta and Amazon are on track to absorb more than 50% of all ad money in 2022.* Digiday. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://digiday.com/marketing/the-rundown-google-meta-and-amazon-are-on-track-to-absorb-more-than-50-of-all-ad-money-in-2022/>
- 37 SimilarWeb (2023), Search Engines Market Share (juin 2023). Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.similarweb.com/engines/>; D. McCabe et N. Grant (11 septembre 2013), *Google Goes on Trial Over Justice Dept. Claims That It Has Monopoly Power.* *The New York Times.* Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.nytimes.com/2013/09/11/technology/google-monopoly-justice-dept-trial.html>
- 38 S. Robert (2023), Competition, Trade, and Sustainability in Agriculture and Food Markets in Africa. *Oxford Review of Economic Policy*, 39(1), Spring 2023, 147–61. <https://academic.oup.com/oxrep/article-abstract/39/1/147/7030599?redirectedFrom=fulltext>
- 39 V. Acharya (2023), *India at 75: Replete with Contradictions, Brimming with Opportunities, Saddled with Challenges.* Document présenté lors d'une conférence Brookings Paper on Economic Activity, 30–31 mars 2023.
- 40 W. Chen et al. (2019), *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Croissance ralentie, reprise précaire. Chapitre 2 : La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques. Fonds monétaire international.* Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2019/03/28/world-economic-outlook-april-2019>
- 41 J. De Loecker, J. Eeckhout et G. Unger (2020), The Rise of Market Power and the Macroeconomic Implications*, *The Quarterly Journal of Economics*, 135(2), 561–644; J. Eeckhout (2021), *The Profit Paradox: How Thriving Firms Threaten the Future of Work*, Princeton: Princeton University Press, 2021. <https://doi.org/10.1515/9780691222769>
- 42 I. M. Weber et E. Wasner (2023), Sellers' Inflation, Profits and Conflict: Why can Large Firms Hike Prices in an Emergency? Economics Department Working Paper Series. 343. <https://doi.org/10.7275/cbv0-gv07>
- 43 J. Ghosh (8 juin 2023), The Social Consequences of Inflation in Developing Countries. *The Economic and Labour Relations Review*, 34(2), 203–11.
- 44 Balanced Economy Project (16 décembre 2022), *How finance drives monopoly.* The Counterbalance. Dernière visite le 1er décembre 2023. https://thecounterbalance.substack.com/p/how-finance-drives-monopoly-power?utm_source=profile&utm_medium=reader? <https://thecounterbalance.substack.com/p/how-finance-drives-monopoly>; Bain & Company (2019), *Global Private Equity Report 2019.* Bain & Company, Inc. Dernière visite le 1er décembre 2023. https://www.bain.com/contentassets/875a49e26e9c4775942ec5b86084df0a/bain_report_private_equity_report_2019.pdf; Center for Economic and Policy Research (2022), *Comment Letter in Response to the FTC and DOJ's Request for Information on Merger Enforcement.* Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://cepr.net/comment-letter-in-response-to-the-ftc-and-dojs-request-for-information-on-merger-enforcement/>
- 45 D. Hearn et al. (2022), *The roll-up economy: the business of consolidating industries with serial acquisitions.* American Economic Liberties Project: Working paper series on corporate power. Dernière visite le 1er décembre 2023. <http://www.economicliberties.us/wp-content/uploads/2022/12/Serial-Acquisitions-Working-Paper-R4-2.pdf>
- 46 Selon le Boston Consulting Group, le total des actifs investis dans le monde était de 98 000 milliards de dollars en 2022. Les quelque 20 000 milliards de dollars gérés par BlackRock, State Street et Vanguard représentaient donc près d'un cinquième de ces actifs. Boston Consulting Group (15 mai 2023), *Global Asset Management Industry Must Transform to Thrive Amidst Changing Macroeconomics.* Communiqué de presse. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.bcg.com/press/15may2023-global-asset-management-transform-to-thrive>
- 47 E. Elthage (2020), How Horizontal Shareholding Harms Our Economy - And Why Antitrust Law Can Fix It, *Harvard Business Law Review.* Dernière visite le 1er décembre 2023. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3293822; D. McLaughlin et A. Massa (9 janvier 2020), *The hidden dangers of the great index fund takeover.* Bloomberg. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.bloomberg.com/news/features/2020-01-09/the-hidden-dangers-of-the-great-index-fund-takeover>
- 48 R. Vazquez-Alvarez et al. (2022), *Global Wage Report 2022-23: The Impact of Inflation and COVID-19 on Wages and Purchasing Power.* Organisation internationale du Travail. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://researchrepository.ilo.org/esploro/outputs/report/995264896002676>
- 49 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.1.
- 50 D. Alejo Vázquez Pimentel et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent : Pour mettre un terme à la crise des inégalités, il est indispensable de construire l'économie autour des citoyen-ne-s ordinaires, et non des riches et des puissant-e-s.* Oxfam. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620396/bp-reward-work-not-wealth-220118-fr.pdf>
- 51 G. Azcona et al. (2023), *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2023.* ONU Femmes et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-11/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2023-fr.pdf>
- 52 Voir p. ex. : Rapport au Conseil des droits de l'homme. 2019. *Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*; J. Brunner et G. LeBaron (2021), *Forced Labour Evidence Brief: Labour Share and Value Distribution.* Re:Structure Lab. Dernière visite le 1er décembre 2023. https://static1.squarespace.com/static/6055c0601c885456ba8c962a/t/61d5d81de83cf8390ca5a915/1641404446025/ReStructureLab_LabourShareandValueDistribution_December2021.pdf
- 53 U. Gneiting et al. (2020), *COVID-19 : Les profits de la crise.* Oxfam. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- 54 Voir p. ex. : D. Fahrenthold et T. Smith (17 janvier 2023), *How restaurant workers help pay for lobbying to keep their wages low.* *The New York Times.* Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.nytimes.com/2023/01/17/us/politics/restaurant-workers-wages-lobbying.html>; A. Gangitano (26 janvier 2021), *Business groups prepare for lobbying push against \$15 minimum wage.* *The Hill.* Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://thehill.com/business-a-lobbying/535957-business-groups-prepare-for-lobbying-effort-against-raising-the-minimum/>
- 55 Voir p. ex. : The Institution of Occupational Safety and Health (IOSH) (non daté), *UN Working Group on Business and Human Rights: Call for inputs to Multi-stakeholder Consultation on "Corporate Influence in the Political and Regulatory Sphere".* Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-06/institution-of-occupational-safety-and-health.pdf>
- 56 E. Walker et C. Rea (2014), *The Political Mobilization of Firms and Industries.* Department of Sociology, University of California. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.annualreviews.org/doi/pdf/10.1146/annurev-soc-071913-043215>
- 57 J. Sherer et N. Mast (2023), *Child Labor Laws Are Under Attack in States Across the Country.* Economic Policy Institute. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://files.epi.org/uploads/263680.pdf>

- 58 M. Christensen et al. (2023), *La loi du plus riche, Note méthodologique (en anglais)*. Oxfam International. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621477/mn-survival-of-the-richest-methodology-160123-en.pdf> ; OCDE (2022), *Statistiques de l'impôt sur les sociétés : Quatrième édition*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/fbd6ce01-fr.pdf>
- 59 M. Gardner et S. Wamhoff (2021), *55 Corporations Paid \$0 in Federal Taxes on 2020 Profits*. Institute on Taxation and Economic Policy. <https://itep.org/55-profitable-corporations-zero-corporate-tax/>
- 60 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/b96b361a-a806-5567-8e8a-b14392e11fa0/content> ; E. Saez et G. Zucman (2020), *The Triumph of Injustice: How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay*. New York City : W. W. Norton & Company.
- 61 M. Christensen et al. (2023), *La loi du plus riche : pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités*. Oxfam. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/la-loi-du-plus-riche-pourquoi-et-comment-taxer-les-plus-riches-pour-lutter-contre-les-inegalites/>
- 62 Rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies (2018), *Extrême pauvreté et droits de l'homme*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://undocs.org/A/73/396>
- 63 R. Noble (2018), *From Rhetoric to Rights: Towards Gender-just Trade*. ActionAid. Dernière visite le 1er décembre 2023. https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/from_rhetoric_to_rights_towards_gender_just_trade_actionaid_policy_briefing.pdf
- 64 Voir p. ex. : Groupe de la Banque mondiale (2017), *Maximizing Finance for Development: Leveraging the Private Sector for Growth and Sustainable Development*. Dernière visite le 1er décembre 2023. https://www.devcommittee.org/content/dam/sites/devcommittee/doc/documents/mgr/DC2017-0009_Maximizing_8-19.pdf ; USAID (2018), *Private Sector Engagement Policy*. USAID. Dernière visite le 1er décembre 2023. https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/usaid_psepolicy_final.pdf ; Eurodad (2022), *History RePPeated II: Why Public Private Partnerships are not the solution*. Dernière visite le 1er décembre 2023. https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3071/attachments/original/1671445992/01_history-rePPeated-2022-EN_19dec.pdf?1671445992
- 65 Voir p. ex. : F. Schulte (14 novembre 2022), *Sick profit: Investigating private equity's stealthy takeover of health care across cities and specialties*. KFF Health News. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://kffhealthnews.org/news/article/private-equity-takeover-health-care-cities-specialties/> ; The Guardian (21 mai 2023), *The Guardian view on England's water companies: A badly broken system*. The Guardian. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.theguardian.com/environment/commentisfree/2023/may/21/the-guardian-view-on-englands-water-companies-a-badly-broken-system> ; A. Gupta et al. (2021), *Owner Incentives and Performance in Healthcare: Private Equity Investment in Nursing Homes*. National Bureau of Economic Research. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.nber.org/papers/w28474>
- 66 M. Lawson (2019), *Services publics ou fortunes privées*. Oxfam. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>
- 67 Voir p. ex. : M. Lawson (2019), *Services publics ou fortunes privées, op. cit.* ; D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre, op. cit.*
- 68 Voir p. ex. : G. Wilson et al. (2015), *Racial Income Inequality and Public Sector Privatization*. *Social Problems*, 62(2), 163–185. <https://academic.oup.com/socpro/article-abstract/62/2/163/1611490?redirectedFrom=fulltext>
- 69 N. Jadhav et A. Taneja (2022), *The private health sector in India from the lens of Dalits and Adivasis*. Oxfam Inde. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.oxfamindia.org/dalitadivasiprivatehospitals>
- 70 A. Taneja et Noopur (2022), *Private schools in India: Experiences of Dalits and Adivasis*. Oxfam Inde. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.oxfamindia.org/privateschoolsdalitsadivasis>
- 71 A. Khalfan et al. (2023), *Climate Equality*, op. cit.
- 72 A. Khalfan et al. (2023), *Climate Equality*, op. cit.
- 73 Voir p. ex. : Influence Map (2023), *Industry lobbying imbalance putting South Africa's climate goals at risk*. Dernière visite le 1er décembre 2023. https://influencemap.org/site/data/000/021/2023_-_01_South_Africa_report.pdf ; J. H. Cushman (1998), *Industrial group plans to battle climate treaty*. *New York Times*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.nytimes.com/1998/04/26/us/industrial-group-plans-to-battle-climate-treaty.html> ; EarthRights International (2022), *The Fossil Fuel Industry's use of SLAPPs and Judicial Harassment in the United States*. *Policy Brief*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://earthrights.org/wp-content/uploads/SLAPP-Policy-Brief-2022.pdf>
- 74 Voir Forbes : <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/#4cc499f13d78>
- 75 UBS (2023), *Global Wealth Report 2023*. <https://www.ubs.com/global/en/family-office-uhnw/reports/global-wealth-report-2023.html>
- 76 F. Grigoli et A. Robles (2017), *Inequality Overhang. FMI*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2017/03/28/Inequality-Overhang-44774> ; OCDE, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (2014), *Does income inequality hurt economic growth?* Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://www.oecd.org/social/Focus-Inequality-and-Growth-2014.pdf>
- 77 La lettre est disponible à l'adresse suivante : <https://equalshope.org/index.php/2023/07/17/setting-serious-goals-to-combat-inequality/>
- 78 M. Doyle et J. Stiglitz (2014), *Eliminating Extreme Inequality: A Sustainable Development Goal, 2015–2030*. *Ethics & International Affairs*, 28(1), 5–13. doi:10.1017/S0892679414000021
- 79 Après prise en compte des impacts de la fiscalité et des transferts sociaux, cela correspondrait à un ratio de Palma de 1. Cela équivaut au niveau d'égalité que l'on trouve dans des pays tels que le Danemark et la France. Michael Doyle et Joseph Stiglitz ont été les premiers à recommander que tous les pays visent un ratio de Palma de 1 ; voir M. Doyle et J. Stiglitz (2014), *Eliminating Extreme Inequality: A Sustainable Development Goal, 2015–2030*. *Ethics & International Affairs*, 28(1), 5–13. <https://www.cambridge.org/core/journals/ethics-and-international-affairs/article/abs/eliminating-extreme-inequality-a-sustainable-development-goal-20152030/013C79F9BBE4DCDFE4A5348CEAE05F>
- 80 Groupe de la Banque mondiale, *State-Owned Enterprises: Understanding their market effects and the need for competitive neutrality*. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://pubdocs.worldbank.org/en/739371594131714315/15444-WB-SOE-WEB.pdf>
- 81 M. Mazzucato et H. L. Li (2020), *Is it time to nationalise the pharmaceutical industry?* *BMJ* 2020, 368. Dernière visite le 1er décembre 2023. <https://doi.org/10.1136/bmj.m769>
- 82 T. Wu (2018), *The Curse of Bigness: Antitrust in the New Gilded Age*. New York City: Columbia Global Reports.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des organisations ou vous rendre sur www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

KEDV (www.kedv.org.tr)



OXFAM